

Willy Brandt et la candidature britannique par André Ancion (RTL, 13 octobre 1967)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Willy Brandt favorable à l'entrée de la GB dans MC / WILLY BRANDT, André Ancion.- Bonn: RTL [Prod.], 13 octobre 1967. RTL, Paris. - SON (02:21, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/willy_brandt_et_la_candidature_britannique_par_andre_ancion_rtl_13_octobre_1967-fr-09e4d584-41d1-4a98-b4b8-5e005dae1731.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Willy Brandt et la candidature britannique par André Ancion (RTL, 13 octobre 1967)

[Journaliste] Débats politiques, démarches diplomatiques, il n'est plus en Europe qu'un seul sujet : la candidature britannique au Marché commun. Ce matin, c'est l'Allemagne qui en discutait.

[Journaliste] Les uns après les autres, les pays européens abattent leurs cartes en prévision de la grande réunion du 23 à Luxembourg. En Allemagne, c'était ce matin, au Parlement, le débat de politique étrangère. À Bonn comme ailleurs, politique étrangère égale en ces temps politique européenne. Et à Bonn comme ailleurs, sauf peut-être à Paris, politique européenne égale soutien de la candidature britannique. Le ministre des Affaires étrangères, Willy Brandt, l'a confirmé en présence d'André Ancion.

[André Ancion] Dans la tribune du public, un hôte d'honneur : c'est monsieur « Europe », monsieur Jean Monnet, président du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. C'est un symbole. La déclaration de politique étrangère dont on pensait qu'elle serait axée sur l'attitude de l'Allemagne à l'égard des pays de l'Est a surtout porté sur l'Europe et notamment sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Monsieur Brandt a été très clair : il ne faut pas manquer l'occasion historique d'avancer sur le chemin de l'Europe. Pour monsieur Brandt, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est de l'intérêt de l'Allemagne. Elle soulève certes des problèmes et il faut prendre au sérieux les objections de la France, mais ces problèmes, on peut les résoudre si on ouvre les négociations, si on les aborde dans l'esprit qui a présidé à la création du Marché commun. Monsieur Brandt a fait cependant une réserve : les pays qui veulent entrer dans le Marché commun doivent être prêts à collaborer sans réserve à l'unification de l'Europe. Et c'est ici qu'apparaît, je crois, le point nouveau de l'attitude allemande : le gouvernement fédéral est prêt à servir de médiateur entre Londres et Paris. Jusqu'ici l'Allemagne se défendait de vouloir jouer ce rôle, mais aujourd'hui monsieur Brandt propose clairement ses bons offices. Ce sera sans doute le thème central des entretiens qu'aura lundi à Paris monsieur Brandt avec son collègue français, monsieur Couve de Murville.

[Journaliste] Coïncidence, lundi justement le général de Gaulle réunit un Conseil interministériel sur la question. Mercredi, à la faveur du Conseil des ministres, il fera connaître sa décision, sa politique, et apparaître la tactique que la délégation française adoptera le 23 à Luxembourg, lorsque sera venu pour les Six le jour de dire oui ou non à la Grande-Bretagne. Suspens : la France jouera-t-elle et peut-elle même jouer à seule contre tous ?